

Une escalade sanglante menace l'Égypte

La mort, hier au Caire, de manifestants pro-Morsi sous les balles de l'armée fragilise les chances de réconciliation, alors que les Frères musulmans ont appelé au soulèvement.

« Ce jour ne peut pas être effacé », ont prévenu les Frères musulmans. Hier matin au Caire, des centaines de partisans du président déchu Mohamed Morsi ont été la cible de tirs attribués à l'armée et aux forces de l'ordre égyptiennes, qui ont fait plus d'une cinquantaine de morts et des centaines de blessés.

Selon la version des faits livrée par la confrérie islamiste, des soldats et des policiers ont ouvert le feu sur la foule pro-Morsi, assise et désarmée, qui terminait sa prière aux abords du siège de la garde républicaine, où est détenu le président déchu. Cependant, l'armée assure de son côté avoir répliqué à l'attaque de terroristes armés qui auraient notamment tué un officier et explique avoir également essuyé des jets de pierres et de cocktails Molotov.

■ 51 morts et 435 blessés en fin d'après-midi

Dès 4 heures, l'hôpital Nasr City, situé à quelques minutes de la caserne militaire, a en tout cas vu affluer des centaines de victimes. Le bilan, établi par les services des urgences, n'a cessé d'augmenter dans la journée avant de se stabiliser en fin d'après-midi à 51 morts et 435 blessés, sans qu'on sache à quel camp ils appartiennent.

Les journalistes ont pu constater de multiples impacts de balles sur les murs, les voitures et les lampadaires situés aux abords du bâtiment de la garde républicaine. Si de nombreuses douilles portaient l'empreinte de l'armée, les témoignages sur son rôle exact divergent. Certains assurent avoir vu les forces de l'ordre tirer en l'air, les tirs directs venant « d'hommes de main » en civil.

Le Parti de la liberté et de la justice (PLJ), bras politique des Frères musulmans, a immédiatement appelé au « soulèvement du grand peuple d'Égypte contre ceux qui sont en train d'essayer de lui voler sa révolution avec des chars ».

Dans la foulée, 2 soldats ont été brièvement capturés par des islamistes qui les ont obligés à prononcer une déclaration hostile à l'armée. Les autorités ont aussitôt répliqué en fermant le siège du PLJ au Caire après y avoir découvert des « liquides inflammables, des couteaux et des armes ».

■ Le principal parti salafiste s'est retiré des négociations

En fin d'après-midi, tandis que les pro-Morsi continuaient de défier l'armée derrière des barricades en divers points du Caire, le commandement militaire appelait les manifestants à lever leurs sit-in, indiquant qu'il ne tolérerait aucune

« menace à la sécurité nationale ». Intransigeant mais bien consciente que ce bain de sang est un coup dur pour le fragile pouvoir qu'elle a elle-même mis en place, l'armée a également tenu à faire part de ses « condoléances » au peuple égyptien. Insuffisant pour le principal parti salafiste, Al-Nour, qui, après avoir soutenu le coup d'État militaire, a claqué hier la porte des négociations, pourtant cruciales, sur le choix d'un Premier ministre et d'un gouvernement de transition.

Dans ce contexte, le président par intérim, Adly Mansour, a ordonné une enquête indépendante sur ces violences, qui ont également valu aux autorités des critiques de l'Iran, du Qatar, du mouvement Hamas mais aussi de l'UE et de l'ONG Human Rights Watch, qui a réclamé la fin des « actions arbitraires » contre les Frères musulmans et les médias.

TANGUY DE L'ESPINAY

www.leparisien.fr / www.aujourd'hui.fr

> EN IMAGES

Des dizaines de morts parmi les manifestants pro-Morsi

« Une dynamique de guerre civile »

INTERVIEW Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes

Pour Antoine Basbous, spécialiste du monde arabe et de l'islam, les Frères musulmans se sont coupés de l'opinion publique égyptienne. Assistons-nous en Égypte à un coup d'état militaire ou à un soulèvement populaire ?



« C'est un soulèvement populaire », dit-il. Mais l'armée prend le pouvoir en surprenant la population. En Égypte, c'est la population qui a initié la rébellion et l'armée s'est alignée sur la volonté populaire pour dire à Mohamed Morsi de quitter le pouvoir.

L'armée n'a-t-elle pas au moins favorisé la contestation ?

Certainement. Mais l'armée n'en a pas profité pour prendre directement le pouvoir ou se déployer. Le gouvernement transitoire qui s'est mis en place est confié au plus haut magistrat du pays.

Le gouvernement Morsi et les militaires entretenaient de très mauvaises relations...

Morsi n'a eu de cesse de déstabiliser le pouvoir de l'armée. Il n'a pas hésité

pour ce faire à s'appuyer sur le Hamas palestinien comme on vient de le voir avec la mort de plusieurs soldats dans le Sinaï. La méfiance entre les Frères musulmans et l'armée remonte à 1956. Mais depuis que Morsi a révisé la Constitution et s'est octroyé les

pleins pouvoirs, cette méfiance est devenue défiance.

Y a-t-il un risque de guerre civile ?

Il semble que les islamistes radicaux soient prêts à prendre les armes et à verser du sang. C'est en tout cas le sens de l'appel du guide des Frères musulmans, Mohamed Badie, dans le but de restaurer Morsi. On se trouve donc engagé dans une dynamique de guerre civile. Avec, face à face, l'armée et les Frères musulmans s'appuyant sur les stocks d'armes et de munitions qui circulent en Libye, à Gaza et dans le Sinaï.

Des élections sont-elles encore envisageables ?

Je le souhaite mais il n'est pas sûr de les voir se dérouler rapidement.

Les Frères musulmans sont arrivés au pouvoir en 2011

par les urnes. Pourraient-ils y revenir ?

Je ne le pense vraiment pas. La population les a totalement rejetés. Les Frères musulmans ont cherché à verrouiller leur pouvoir et à islamiser la société civile au lieu de s'occuper des vrais problèmes des Égyptiens, c'est-à-dire le niveau de vie, le chômage, le développement économique. Morsi a désespéré jusqu'à ses propres alliés. Lors de la manifestation du 30 juin, il y avait plus de monde dans la rue que lors des obsèques de Nasser.

Une contagion dans le reste des pays arabes ou musulmans est-elle possible ?

Le départ de Morsi a fait naître des espoirs dans les sociétés civiles à tendance libérale comme en Tunisie, en Libye ou en Turquie. Ce qui est un mauvais signe pour la mouvance des Frères musulmans.

L'appel au soulèvement des Frères musulmans peut-il avoir un impact en France ?

Non. Il n'existe aucune relation entre ce qui se passe en Égypte et la situation ici.

Propos recueillis par JANNICK ALIMI